

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 25 JUILLET 1913.

Projet de loi modifiant l'article 61 de la loi provinciale ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. IMPERIALI.

MESSIEURS,

Le principe même du projet de loi, soumis à vos délibérations n'a guère rencontré d'opposition dans les sections, le paiement d'un jeton de présence et l'indemnité de frais de route à payer aux conseillers provinciaux n'étant pas en discussion. Ces questions ont été longuement débattues dès 1834, et lors des modifications apportées à la loi en 1896 et en 1912.

Mais certains points de ce projet ont été combattus dans la plupart des sections; une seule l'adopta sans observations.

Les critiques formulées portent principalement sur la tendance qui se manifeste de plus en plus à rémunérer les mandats publics.

Une section vota le projet avec la restriction que les jetons de présence ne pourraient être payés que pour les réunions prévues par l'article suivant de la loi provinciale :

« Au cours de la quinzaine qui précède l'ouverture de la session ordinaire, le conseil peut être réuni par le gouverneur, à seule fin de renvoyer à l'examen de commissions spéciales ou des sections, les affaires au sujet desquelles il sera appelé à délibérer dans sa session ordinaire, à l'intervention de la députation permanente agissant en vertu de l'article 115 de la présente loi. »

Une autre section, enfin, rejette la disposition transitoire à l'unanimité moins une voix.

(1) Projet de loi, n° 201.

(2) La section centrale, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. De Meester, Imperiali, de Liedekerke, Behaghel, Ortegat, Brifaut.

Le projet de loi est basé sur un but absolument justifiable. En effet, la loi prévoyant que les conseillers provinciaux doivent toucher un jeton de présence et recevoir une indemnité pour frais de route à l'occasion des séances du conseil, on se demanderait pourquoi une même règle ne serait pas suivie pour les réunions de sections et de commissions spéciales. Dans ce cas comme dans l'autre, les conseillers se déplacent dans le but de consacrer leur temps aux intérêts de la province, et il serait téméraire de prétendre que la besogne exécutée dans les commissions et sections n'équivaut pas à celle des séances publiques. En fait, la chose se passait ainsi jusqu'à la loi du 12 mai 1912. Mais depuis le vote de cette loi, qui donnait une existence légale aux commissions spéciales et aux sections, la Cour des comptes leur a refusé la liquidation de ces allocations, ne les accordant plus que pour la présence aux séances du conseil.

C'est pour remédier à cet état de choses, que l'honorable Ministre de l'Intérieur déposa le projet de loi qui nous occupe.

La section centrale a décidé de poser les deux questions suivantes à M. le Ministre de l'Intérieur afin de connaître à quelles sections et commissions le projet de loi se rapporte, et si la Cour des comptes refusait le paiement des jetons de présences aux commissions permanentes et autres, dont les indemnités étaient liquidées sur des crédits spéciaux :

PROVINCES.	1 ^{re} QUESTION.	2 ^e QUESTION.	
	Le refus de la Cour des comptes d'autoriser le paiement des jetons de présence s'étend-il aux commissions permanentes et autres constituées par le conseil provincial et dont les indemnités étaient liquidées sur des crédits spéciaux ?	Y a-t-il des conseils provinciaux où les sections continuent à fonctionner après la session du conseil provincial ?	Y a-t-il des provinces où les sections se réunissent en dehors des 15 jours précédant la session ?
Anvers	La question ne s'est pas posée.	Non.	Non.
Brabant	Non.	Non.	Non.
Flandre occidentale .	La question ne s'est pas posée.	Non.	Non.
Flandre orientale. .	Non.	Non.	Se réunissent pendant la session.
Hainaut	Non.	Non.	Non.
Liège	Non.	Non.	Pendant les 15 jours qui précèdent et, le cas échéant, pendant la session.
Limbourg.	Non.	Non.	Non.
Luxembourg	Non.	Non.	Pendant la session.
Namur	La question ne s'est pas posée.	Non.	Ne se réunissent qu'aux jours fixés pour les séances.

Il résulte clairement de ces réponses que le paiement des jetons de présence des commissions permanentes et autres, constituées par le conseil provincial, est liquidé, et que, d'autre part, les sections ne siègent que pendant la session, ou pendant les quinze jours qui en précèdent l'ouverture.

Dans ces conditions, il a paru inutile à la section centrale de maintenir dans le texte du projet de loi les mots « des commissions spéciales », puisque la Cour des comptes liquide les allocations pour ces réunions. Elle en propose la suppression.

D'après la réponse du Ministre, les sections ne siègent qu'à des dates déterminées ; la section centrale propose de le spécifier plus clairement dans le texte de la loi. Elle propose en conséquence de rédiger comme suit le premier paragraphe de l'article 1^{er} :

« Les jetons de présence et l'indemnité de frais de route sont également »
» alloués pour les séances des sections qui se tiennent pendant la session et »
» pendant les quinze jours qui précèdent celle-ci. »

La section centrale a apporté une légère modification à un second point du projet du Gouvernement : celui où il est mentionné que les jetons de présence ainsi que les indemnités aux commissions spéciales et aux sections ne peuvent être alloués les jours où le conseil est réuni. Tout en approuvant l'idée du Gouvernement qui trouve abusif de cumuler un même jour des jetons de présence pour les séances du conseil et pour celles des commissions, on se demande si cette mesure ne dépasserait pas le but poursuivi. En effet, un conseiller qui, le cas échéant, viendrait assister le matin à une séance de commission ou de section, et que ses occupations professionnelles ou d'autres motifs rappelleraient chez lui dans l'après-midi, pendant la séance du conseil, se verrait privé, d'après le texte proposé, du jeton de présence et de l'indemnité de frais de route. Rien ne peut justifier cette mesure.

Aussi nous proposons-nous la rédaction suivante :

« Les jetons de présence et l'indemnité de frais de route, fixés par jour de présence constatée aux registres tenus à cet effet, ne peuvent être alloués qu'une fois par jour à chaque conseiller. »

Nous donnons ci-après l'article 61 de la loi provinciale en entier, tel qu'il sera complété, si la Chambre adopte nos propositions :

Art. 61. — « Les conseillers provinciaux ne reçoivent aucun traitement : ils touchent un jeton de présence dont chacun des conseils provinciaux détermine le taux, qui ne pourra dépasser 10 francs.

Ceux qui sont domiciliés à un demi-myriamètre au moins du lieu de la réunion reçoivent en outre, une indemnité de frais de route égale au prix du parcours du lieu de leur domicile au siège du conseil provincial, sur les lignes du chemin de fer de l'État et des compagnies de transport.

Les jetons de présence et l'indemnité de frais de route sont pareillement alloués pour les séances des sections qui se tiennent pendant la session et pendant les quinze jours qui précèdent celle-ci.

Les jetons de présence et l'indemnité de frais de route sont fixés par jour de présence constatée aux registres tenus à cet effet. Il ne peut être alloué, par jour, à chaque conseiller, qu'un seul jeton de présence et une seule indemnité de frais de route. »

L'ensemble du projet de loi, ainsi amendé, a été adopté à l'unanimité des membres de la section centrale. Nous avons l'honneur de vous en proposer l'adoption.

Le Rapporteur,
Marquis IMPERIALI.

Le Président,
E. NÉRINCX.



Projet du Gouvernement

ET

Texte proposé par la Section centrale.

*Projet du Gouvernement.***ARTICLE UNIQUE.**

L'article 61, § 3, de la loi provinciale est modifié comme suit :

« Les jetons de présence et l'indemnité de frais de route sont également alloués pour les séances des commissions spéciales et des sections, lorsque ces séances se tiennent à des jours où le conseil n'est pas réuni.

» Les jetons de présence et l'indemnité de frais de route sont fixés par jour de présence constatée aux registres tenus à cet effet. »

Disposition transitoire.

Les dispositions de la présente loi sont rendues applicables aux séances des commissions spéciales et des sections, constituées en 1912.

*Ontwerp uitgaande van de Regering.***EENIG ARTIKEL.**

Artikel 61, § 3, der provinciale wet wordt gewijzigd als volgt :

« De zitpenningen en de vergoeding voor reiskosten worden eveneens verleend voor de vergaderingen der bijzondere commissiën en der afdeelingen, wanneer deze vergaderingen worden gehouden op dagen dat de raad niet bijeenkomt.

» De zitpenningen en de vergoeding voor reiskosten worden bepaald volgens de dagen aanwezigheid, zooals deze is vastgesteld in de te dien einde gehouden registers. »

Overgangsbepaling.

De bepalingen van deze wet worden toepasselijk gemaakt op de vergaderingen der in 1912 samengestelde bijzondere commissiën en afdeelingen.

Texte proposé par la Section centrale.

ARTICLE PREMIER.

L'article 61, § 3, de la loi provinciale est modifié comme suit :

« Les jetons de présence et l'indemnité de frais de route sont pareillement alloués pour les séances des sections, qui se tiennent pendant la session et pendant les 15 jours qui précèdent celle-ci.

» Les jetons de présence et l'indemnité de frais de route sont fixés par jour de présence constatée aux registres tenus à cet effet. *Il ne peut être alloué, par jour, à chaque conseiller, qu'un seul jeton de présence et une seule indemnité de frais de route.*

Disposition transitoire.

ART. 2.

Les dispositions de la présente loi sont rendues applicables aux séances des commissions spéciales et des sections, instituées en 1912.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 61, § 3, der provinciale wet wordt gewijzigd als volgt :

« De zitpenningen en de vergoeding voor reiskosten worden eveneens verleend voor de vergaderingen der afdeelingen gehouden gedurende den zittijd en gedurende de vijftien dagen die aan dezen voorafgaan.

» De zitpenningen en de vergoeding voor reiskosten worden bepaald volgens de dagen aanwezigheid, zooals deze is vastgesteld in de te dien einde gehouden registers. *Aan ieder raadslid mag er, per dag, slechts één zitpenning en ééne vergoeding voor reiskosten worden toegekend.*

Overgangsbepaling.

ART. 2.

De bepalingen van deze wet worden toepasselijk gemaakt op de vergaderingen der in 1912 samengestelde bijzondere commissiën en afdeelingen.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 25 JULI 1913.

Ontwerp van wet tot wijziging van artikel 61 der provinciale wet (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER IMPERIALI.

MIJNE HEEREN,

Het grondbeginsel zelf van het wetsontwerp, waarover gij te beraadslagen hebt, ontmoette schier geen tegenstand in de afdeelingen, vermits het betalen van een zitpenning en de vergoeding van reiskosten aan de provinciale raadsleden niet ter sprake kwam. Die zaken werden breedvoerig besproken in 1834, en ook ten tijde van de wijziging der wet in 1896 en in 1912.

Doch sommige punten van dit ontwerp werden in de meeste afdeelingen bestreden; eene enkele dezer nam het zonder opmerking aan.

De critiek bedoelt vooral de strekking, die hoe langs zoo meer veld wint, om de openbare mandaten te bezoldigen.

Eene afdeeling keurde het ontwerp goed met deze beperking, dat de zitpenningen enkel kunnen betaald worden voor de vergaderingen, voorzien bij het navolgend artikel der provinciale wet :

« In den loop van de eerste vijftien dagen vóór de opening van den gewonen zitting, kan de raad door den gouverneur worden bijeengeroepen uitsluitend met het doel naar de bijzondere commissiën of de afdeelingen tot onderzoek te verwijzen de zaken waarover hij zal te beraadslagen hebben, in zijn gewonen zitting, met tusschenkomst van de bestendige deputatie, handelende krachtens artikel 115 van deze wet. »]

Eene andere afdeeling verwerpt de overgangsbepaling met eenparige stemmen min één.

Het doel van het wetsontwerp is goed te rechtvaardigen. Trouwens, daar

(1) Wetsontwerp, n^o 201.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Nerinx, bestond uit de heeren De Meester, Imperiali, de Liedekerke, Behaghel, Ortegat, Brifaut.

de wet voorziet, dat de provinciale raadsleden een zitpenning en vergoeding voor reiskosten moeten trekken tijdens de vergaderingen van den raad, zou men zich afvragen waarom niet dezelfde regel zou worden gevolgd voor de vergaderingen van afdeelingen en van bijzondere commissiën. In het eene zooals in het andere geval, verplaatsen zich de raadsleden om hunnen tijd te besteden aan de belangen der provincie en het ware vermetel te beweren, dat het werk, in de afdeelingen en commissiën verricht, niet gelijkstaat met het werk dat in de openbare vergaderingen wordt afgedaan. Zoo gebeurde het feitelijk tot het oogenblik van de invoering der wet van 12 Mei 1912. Sedert de goedkeuring dezer wet, die aan de bijzondere commissiën en de afdeelingen een wettelijk bestaan gaf, weigerde de Rekenkamer haar die sommen te betalen; zij kende nog enkel zitpenningen toe voor het bijwonen van de vergaderingen van den raad.

Ten einde dien toestand te verhelpen, heeft de achtbare Minister van Binnenlandsche Zaken dit ontwerp ingediend.

De Middenafdeeling besloot tot den heer Minister van Binnenlandsche Zaken de twee navolgende vragen te richten, ten einde te weten op welke afdeelingen en commissiën het ontwerp betrekking heeft, en of de Rekenkamer weigerde de zitpenningen te betalen aan de bestendige en andere commissiën, waarvan de vergoedingen op bijzondere kredieten werden verrekend:

PROVINCIEËN.	1 ^{ste} VRAAG.	2 ^e VRAAG.	
	Strekt de weigering der Rekenkamer om machtiging te verleenen tot het betalen van de zitpenningen zich uit tot de bestendige en andere commissiën, aangesteld door den provincialen raad en waarvan de vergoedingen op bijzondere kredieten werden betaald?	Zijn er provinciale raden waar de afdeelingen blijven werken na den zittijd van den raad?	Zijn er provinciën waar de afdeelingen vergaderen buiten de 15 dagen die aan den zittijd voorafgaan?
Antwerpen	Het vraagstuk werd niet opgeworpen.	Neen.	Neen.
Brabant	Neen.	Neen.	Neen.
Oost-Vlaanderen . .	Het vraagstuk werd niet opgeworpen.	Neen.	Neen.
West-Vlaanderen . .	Neen.	Neen.	Vergaderen gedurende den zittijd.
Henegouw	Neen.	Neen.	Neen.
Luik	Neen.	Neen.	Gedurende de 15 dagen vóór den zittijd en, desnoods, gedurende den zittijd.
Limburg	Neen.	Neen.	Neen.
Luxemburg	Neen.	Neen.	Gedurende den zittijd.
Namen	Het vraagstuk werd niet opgeworpen.	Neen.	Komen enkel bijeen op de dagen gesteld voor de vergaderingen.

Uit die antwoorden blijkt duidelijk, dat de betaling van de zitpenningen der bestendige en andere commissiën, door den provincialen raad ingesteld, wordt vereffend, en dat, anderdeels, de afdeelingen slechts vergaderen gedurende den zittijd, of gedurende 15 dagen vóór de opening daarvan.

Dit zoo zijnde, achtte de Middenafdeeling dat het onnoodig was in den tekst van het wetsontwerp de woorden « der bijzondere commissiën » te behouden, vermits de Rekenkamer de sommen voor die vergaderingen betaalt; zij stelt dus voor, die woorden te doen wegvallen.

Volgens het antwoord van den Minister, zitten de afdeelingen slechts op gestelde dagen; de Middenafdeeling zou dit duidelijker willen bepalen in den tekst der wet; bijgevolg stelt zij voor, de eerste paragraaf van artikel 1 van het ontwerp te doen luiden als volgt :

« De zitpenningen en de vergoeding voor reiskosten worden eveneens verleend voor de vergaderingen der afdeelingen, gehouden gedurende den zittijd en de vijftien dagen die aan dezen voorafgaan. »

De Middenafdeeling bracht eene lichte wijziging in de tweede paragraaf van het ontwerp der Regeering, waar het bepaalt dat de zitpenningen en de vergoeding wegens reiskosten voor de bijzondere commissiën en afdeelingen niet mogen worden toegekend voor de dagen waarop de raad vergadert. Hoewel men instemt met de opvatting van de Regeering, die het een misbruik acht denzelfden dag zitpenningen te trekken, en voor de vergaderingen van den raad, en voor die der commissiën, vraagt men zich af of dat voorstel het doel niet zou voorbijstreven. Inderdaad, een raadslid, die, bij voorkomend geval, des ochtends de vergadering van eene afdeeling of van eene commissie zou komen bijwonen en door zijne beroepslichten of om andere redenen 's namiddags, wanneer de raad vergadert, naar huis wordt geroepen, zou, volgens den voorgestelden tekst, beroofd zijn van den zitpenning en van de vergoeding voor reiskosten. Die maatregel is niet te rechtvaardigen.

Ook stellen wij voor, de bepaling aldus te doen luiden :

» De zitpenningen en de vergoeding voor reiskosten, bepaald volgens de dagen aanwezigheid, zooals deze is vastgesteld in de te dien einde gehouden registers, mogen slechts eenmaal per dag worden toegekend aan elk raadslid. »

Ziehier het artikel 61 der provinciale wet, zooals het zal bestaan, indien de Kamer onze voorstellen aanneemt :

Art. 61. « De provinciale raadsleden hebben geen recht op bezoldiging; zij ontvangen een zitpenning, waarvan het bedrag wordt bepaald door elken provincialen raad en tien frank niet mag te boven gaan.

» Zij, die metterwoon zijn gevestigd op een afstand van ten minste een halven myriameter van de plaats der vergadering, trekken daarenboven eene vergoeding voor reiskosten, gelijkstaande met den prijs der reis van hunne woonplaats af naar den zetel van den provincialen raad, op de lijnen van Staatspoorweg en van de vervoermaatschappijen.

« De zitpenningen en de vergoeding voor reiskosten worden eveneens ver-

leend voor de vergaderingen der afdeelingen, gehouden gedurende den zittijd en gedurende de vijftien dagen die aan dezen voorafgaan.

» De zitpenningen en de vergoedingen voor reiskosten, bepaald volgens de dagen aanwezigheid, zooals deze is vastgesteld in de te dien einde gehouden registers, mogen slechts eenmaal per dag worden betaald aan elk raadslid. »

Aldus gewijzigd, wordt het wetsontwerp in zijn geheel eenparig aangenomen door de Middenafdeeling. Wij hebben de eer, het aan uwe goedkeuring te onderwerpen.

De Verslaggever,

Markies IMPERIALI.

De Voorzitter,

E. NERINCX.



Ontwerp uitgaande van de Regeering

EN

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

*Projet du Gouvernement.***ARTICLE UNIQUE.**

L'article 61, § 3, de la loi provinciale est modifié comme suit :

« Les jetons de présence et l'indemnité de frais de route sont également alloués pour les séances des commissions spéciales et des sections, lorsque ces séances se tiennent à des jours où le conseil n'est pas réuni.

» Les jetons de présence et l'indemnité de frais de route sont fixés par jour de présence constatée aux registres tenus à cet effet. »

Disposition transitoire.

Les dispositions de la présente loi sont rendues applicables aux séances des commissions spéciales et des sections, constituées en 1912.

*Ontwerp uitgaande van de Regering.***EENIG ARTIKEL.**

Artikel 61, § 3, der provinciale wet wordt gewijzigd als volgt :

« De zitpenningen en de vergoeding voor reiskosten worden eveneens verleend voor de vergaderingen der bijzondere commissiën en der afdeelingen, wanneer deze vergaderingen worden gehouden op dagen dat de raad niet bijeenkomt.

» De zitpenningen en de vergoeding voor reiskosten worden bepaald volgens de dagen aanwezigheid, zooals deze is vastgesteld in de te dien einde gehouden registers. »

Overgangsbepaling.

De bepalingen van deze wet worden toepasselijk gemaakt op de vergaderingen der in 1912 samengestelde bijzondere commissiën en afdeelingen.

Texte proposé par la Section centrale.

ARTICLE PREMIER.

L'article 61, § 3, de la loi provinciale est modifié comme suit :

« Les jetons de présence et l'indemnité de frais de route sont pareillement alloués pour les séances des sections, qui se tiennent pendant la session et pendant les 15 jours qui précèdent celle-ci.

» Les jetons de présence et l'indemnité de frais de route sont fixés par jour de présence constatée aux registres tenus à cet effet. *Il ne peut être alloué, par jour, à chaque conseiller, qu'un seul jeton de présence et une seule indemnité de frais de route.*

Disposition transitoire.

ART. 2.

Les dispositions de la présente loi sont rendues applicables aux séances des commissions spéciales et des sections, instituées en 1912.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 61, § 3, der provinciale wet wordt gewijzigd als volgt :

« De zitpenningen en de vergoeding voor reiskosten worden eveneens verleend voor de vergaderingen der afdeelingen gehouden gedurende den zittijd en gedurende de vijftien dagen die aan dezen voorafgaan.

» De zitpenningen en de vergoeding voor reiskosten worden bepaald volgens de dagen aanwezigheid, zooals deze is vastgesteld in de te dien einde gehouden registers. *Aan ieder raadslid mag er, per dag, slechts één zitpenning en ééne vergoeding voor reiskosten worden toegekend.*

Overgangsbepaling.

ART. 2.

De bepalingen van deze wet worden toepasselijk gemaakt op de vergaderingen van de in 1912 ingestelde bijzondere commissiën en afdeelingen.